

République Centrafricaine - Enquête nationale sur les monographies communales, deuxième édition 2018

**Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales
(ICASEES),**

Rapport généré le: August 17, 2020

Vous pouvez consulter notre catalogue de données sur:
<http://localhost/Nadaicasees/index.php>

Overview

Identification

ID NUMBER
RCAENMC22018

Version

VERSION DESCRIPTION

Version ENMC2 2018 exécutée par l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES)

PRODUCTION DATE

2018

NOTES

.

Overview

ABSTRACT

La deuxième édition de l'Enquête Nationale sur les Monographies Communales (ENMC2) réalisée en 2018 a pour objectif de recueillir des informations sur l'état de la nation et ses priorités de développement. Elle vise notamment à évaluer les progrès enregistrés en matière d'infrastructures socioéconomiques de base et d'amélioration des conditions de vie dans les communes de la République Centrafricaine (RCA) par rapport à la première édition de 2016.

Les besoins et les priorités actuels de la population et des autorités locales sont examinés également au niveau communal. Ce rapport permettra aux décideurs politiques de disposer des indicateurs mesurant les progrès réalisés, en mettant en évidence les inégalités entre les différentes régions du pays. Plus spécifiquement, cette étude aspire à examiner l'état de fonctionnement des structures administratives, ainsi que la disponibilité des services de base et des infrastructures par le biais d'entretiens avec les autorités locales. Il met aussi en exergue les conditions de vie des ménages et les plus grands chocs auxquels la population doit faire face.

En raison du contexte sécuritaire encore fragile, la mise en œuvre de l'ENMC en 2018 a connu quelques difficultés. La collecte de données a dû être abandonnée dans certaines communes à cause de l'insécurité et de nouvelles éruptions de violence. Ainsi, sur les 179 communes¹ du pays, 142 ont fait l'objet d'une

visite de terrain. En particulier, dans les régions 3, 4, 5, et 6, c'est-à-dire hormis les communes du sud-ouest du pays, le taux de couverture compris entre 60 et 77 pour cents des communes, contrairement à 2016, où les données ont été collectées sur toutes les communes. Compte tenu des disparités importantes susmentionnées, il est difficile de comparer les résultats au niveau national de la présente enquête avec ceux de 2016. Cependant, ce rapport compare seulement les résultats des 142 communes pour lesquelles les données sont disponibles pour les deux enquêtes.

Dans les cas de figure où les ajustements ne seront pas possibles, ce rapport indique, lorsqu'il est nécessaire, d'interpréter les résultats avec prudence en raison de données incomplètes ou d'autres soucis d'incomparabilité entre les deux enquêtes. Malgré ces limites, la présente enquête se révèle indispensable pour combler les insuffisances des données relatives aux conditions de vie de la population de la RCA.

État de la nation

Dans le prolongement de la première édition, ce rapport présente un Indice de Développement Local (IDL), qui rassemble un ensemble d'indicateurs pertinents en une seule mesure. L'IDL est composé de variables mesurées selon trois piliers importants pour le développement, à savoir l'administration locale, l'infrastructure locale et l'accès aux services de base. De cette façon, l'IDL nous permet d'avoir un aperçu rapide des conditions du développement local, ce qui permet aux décideurs politiques de suivre l'état de développement au niveau national, régional et communal.

L'escalade de la violence en 2017 et 2018 a limité les progrès du développement économique.

Le tissu économique centrafricain reste peu diversifié, et la plupart des activités économiques des ménages relève encore du secteur agricole. Bien qu'ils occupent la majorité de la main d'œuvre dans la plupart des communes, l'agriculture et l'élevage ne bénéficient toujours pas des services d'appui dont ils ont besoin, les interventions multiformes démontrent les efforts du gouvernement et de ses partenaires au développement, ainsi que des ONG, pour combler ces lacunes.

Pourtant, la RCA a réussi à conserver en moyenne des indicateurs de développement plutôt stables. En outre, malgré les défis, certains secteurs se sont améliorés, en particulier celui de la santé. Par exemple, les chefs-lieux et les grandes localités du pays ont enregistré une augmentation du nombre de centres de santé et d'hôpitaux². L'accès aux services de santé constitue d'ailleurs l'une des trois priorités globales de la population, surtout dans les zones urbaines en dehors de Bangui et dans les zones rurales. D'une certaine manière, cela signifie que les investissements sont réalisés en fonction des priorités de la population centrafricaine.

Ceci est d'autant plus important dès lors que le fait d'investir dans le développement humain apporte des bénéfices aux pauvres autant qu'aux riches. L'enquête auprès des ménages a également démontré que le niveau d'instruction dans les zones urbaines et des femmes a augmenté. Parmi la population urbaine, un nombre croissant de personnes interrogées déclare avoir au moins commencé des études secondaires. Ceci prévaut également pour les femmes. Au cours des dernières années, de nombreux investissements ont été consacrés à la construction de nouvelles écoles ainsi qu'à la formation des enseignants, ce qui a sans doute contribué à une meilleure transition au niveau secondaire. Toutefois, il convient d'interpréter ces données avec prudence, compte tenu des difficultés rencontrées lors de leur collecte.

Ainsi, celles-ci constituent plutôt une tendance. De plus, en raison du manque de données sur le commun non-visitées dû à l'insécurité qui y règne, il est probable que la situation soit plus mauvaise qu'en 2016 pour la plupart des indicateurs. L'analyse démontre que les régions du sud-ouest ont enregistré les plus nettes améliorations.

Pourtant, bien que positif, ce développement risque d'augmenter les inégalités spatiales, ce qui peut créer des tensions. Dans l'analyse, on constate que les régions les plus éloignées de la capitale ont connu des améliorations dans certains secteurs, mais celles-ci sont neutralisées par des détériorations dans d'autres secteurs. Poursuivre les interventions dans les régions où les besoins sont les plus grands restera un défi important à relever pour le futur.

Un indicateur ayant enregistré d'importantes améliorations dans l'ensemble des régions est l'accès aux réseaux téléphoniques. En effet, l'enquête auprès des ménages montre qu'un plus grand nombre de ménages possèdent des téléphones portables dans les zones urbaines. Ce développement est important pour la communication mais il ouvre également d'autres possibilités. Dans d'autres pays équipés de l'accès à l'argent mobile, les paiements sont souvent exécutés à l'aide d'un simple téléphone, y compris les salaires des enseignants? Cette technologie peut ainsi permettre de maintenir les enseignants à leurs postes et à l'école étant donné que dans le recensement communal, l'une des plus grandes contraintes pour l'enseignement secondaire est l'absentéisme des enseignants ainsi que le non-paiement de leurs salaires.

De plus, on observe que les ménages ne détiennent que peu de richesses, ce qui les rend vulnérables aux chocs. Notamment, des prix de la plupart des denrées alimentaires continuent d'augmenter, et en effet, plus de ménages affirment avoir subi une augmentation des prix des denrées dans les 12 derniers mois? La vulnérabilité aux chocs existe parmi les ménages pauvres ainsi que les ménages riches, ce qui n'a pas changé par rapport à 2016. Les ménages touchés par un choc environnemental dans les douze derniers mois ont une consommation alimentaire plus faible que les ménages n'ayant pas connu les mêmes chocs. Les ménages sont rarement membres d'associations qui pourraient les aider à affronter les chocs, notamment les tontines? Les vulnérabilités se démontrent aussi dans le manque de stratégies d'adaptation vis-à-vis d'un choc. Malgré la récurrence de violence et le manque de denrées dans les 12 derniers mois. La vulnérabilité aux chocs existe parmi les ménages pauvres ainsi que les ménages riches, ce qui n'a pas changé par rapport à 2016. Les ménages touchés par un choc environnemental dans les douze derniers mois ont une consommation alimentaire plus faible que les ménages n'ayant pas connu les mêmes chocs. Les ménages sont rarement membres d'associations qui pourraient les aider à affronter les chocs, notamment les tontines. Les vulnérabilités se démontrent aussi dans le manque de stratégies d'adaptation vis-à-vis d'un choc. Malgré la récurrence de violence et le manque d'opportunités, les résultats indiquent que la population reste optimiste quant à son futur.

Priorités

Les trois grandes priorités les plus souvent citées en 2018 sont la sécurité, l'accès aux services de base et les routes. Comme en 2016, l'instauration de la sécurité est la priorité la plus importante pour les Centrafricains. De plus, les priorités globales comprennent la provision de services de base, en particulier les services sanitaires, surtout dans les zones rurales et les zones urbaines en dehors de Bangui. En outre, certains signes montrent que le centre d'intérêt commence à s'orienter davantage vers le développement économique.

D'abord, la réhabilitation des routes figure parmi les trois grandes priorités, surtout en dehors de Bangui. Cela constitue un changement par rapport à 2016. De plus, en ce qui concerne les interventions économiques les plus importantes, un plus grand nombre de personnes en 2018 considèrent que la réhabilitation des routes ainsi qu'une relance de l'agriculture sont prioritaires, démontrant ainsi un besoin de connectivité et de création d'opportunités économiques.

KIND OF DATA

Données échantillonnées [ssd]

UNITS OF ANALYSIS

Les unités d'analyse sont le ménage et l'individu

Scope

NOTES

RCA : ENMC2 a pour objectifs :

- d'examiner l'état de fonctionnement des infrastructures de base des communes de la RCA par le biais d'entretiens avec les autorités locales et

- de mettre en exergue les conditions de vie des ménages et les plus grands chocs auxquels la population doit faire face.

KEYWORDS

population, migration, mortalité, natalité, fécondité, éducation, consommation, scolarisation

Coverage

GEOGRAPHIC COVERAGE

Certaines régions de la République Centrafricaine : Région 3, Région 4, Région 5, Région 6

UNIVERSE

En raison de l'insécurité qui règne encore dans le pays, à l'exclusion du corps diplomatique, l'univers des enquêtes est : Région 3, Région 4, Région 5, Région 6

Producers and Sponsors

PRIMARY INVESTIGATOR(S)

Name	Affiliation
Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES)	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération

OTHER PRODUCER(S)

Name	Affiliation	Role
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	Gouvernement de la République Centrafricaine (RCA)	Préparation et l'exécution de l'ENMC2
Banque Mondiale	Banque	Appui technique et financier

FUNDING

Name	Abbreviation	Role
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	MEPC	

Banque Mondiale	BM	Appui technique et financier
-----------------	----	------------------------------

Metadata Production

METADATA PRODUCED BY

Name	Abbreviation	Affiliation	Role
Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES)	ICASEES		Exécution de l'ENMC2 2018
Banque Mondiale	BM		Appui technique et financier

DATE OF METADATA PRODUCTION

2020-06-19

DDI DOCUMENT VERSION

Version 1.6 (IHSN)

Sampling

Sampling Procedure

Enquête auprès des ménages

En 2018, la taille de l'échantillon prévu a été élargie à deux mille soixante-dix (2070) ménages. Dans la région 5, vingt (20) ménages ont été prévus dans chaque commune par souci de disposer d'un échantillon de taille assez grande étant donné qu'il y a moins de communes dans cette région. De plus, dans la capitale Bangui (région 7), trente (30) ménages par commune (arrondissement) ont été prévus. Pour toutes les autres régions, dix (10) ménages ont été prévus dans les communes, comme en 2016. Cependant, à cause de l'insécurité, 20 % des communes n'étaient pas accessibles pour la collecte. Ainsi, la base de données contient un échantillon de 1513 ménages pour l'analyse. L'échantillon des ménages, planifié et réalisé, est résumé dans le tableau A.1.

Deviations from Sample Design

.

Response Rate

.

Weighting

Enquête auprès des ménages

En 2018, la taille de l'échantillon prévu a été élargie à deux mille soixante-dix (2070) ménages. Dans la région 5, vingt (20) ménages ont été prévus dans chaque commune par souci de disposer d'un échantillon de taille assez grande étant donné qu'il y a moins de communes dans cette région. De plus, dans la capitale Bangui (région 7), trente (30) ménages par commune (arrondissement) ont été prévus. Pour toutes les autres régions, dix (10) ménages ont été prévus dans les communes, comme en 2016. Cependant, à cause de l'insécurité, 20 % des communes n'étaient pas accessibles pour la collecte. Ainsi, la base de données contient un échantillon de 1513 ménages pour l'analyse. L'échantillon des ménages, planifié et réalisé, est résumé dans le tableau A.1.

Questionnaires

No content available

Data Collection

Data Collection Dates

Start **End** **Cycle**

Time Periods

Start **End** **Cycle**

Data Collection Mode

Interview face à face [f2f]

Data Collectors

Name	Abbreviation	Affiliation
Bureau Central de Recensement	BCR	Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES)

Data Processing

No content available

Data Appraisal

No content available